

N° 1

Prix: 1 franc



UN ROYAUME EN EXIL

LA BELGIQUE DU DEHORS

par
Maurice des OMBIAUX

Documents du service photographique
de l'armée Belge

Edité par LE PAYS DE FRANCE

UN ROYAUME EN EXIL

— UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO

UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO UNO



... LE ROI N'A PAS VOULU QUITTER
LE LAMBEAU DE TERRITOIRE QUE LA
VAILLANCE DE SES TROUPES A SAUVÉ
DE LA BARBARIE GERMANIQUE

L'EXODE



LE 28 septembre 1914, le commandement de l'armée belge acquit la conviction que les forts de la ligne avancée d'Anvers, sur lesquels on avait fondé tant d'espairs, ne tiendraient pas plus que ceux de Liège, de Namur et de Maubeuge sous les coups répétés des 280, des 305 et des 420 allemands. Plusieurs coupoles de Waelhem et de Wavre-Sainte-Catherine avaient déjà été ébranlées et fissurées. Une voûte de Wavre-Sainte-Catherine avait cédé sous l'explosion d'un obus-mine.

A la demande du ministre de la guerre, un conseil de guerre fut tenu le lendemain au cours duquel le roi, le gouvernement et l'état-major décidèrent que la place ne serait plus désormais défendue que par les troupes de forteresse, l'armée de campagne devant manœuvrer par la rive gauche de l'Escaut pour éviter d'être encerclée et faite prisonnière. Il fallait sauver l'armée pour sauver la Belgique.

C'est à ce plan, décidé et accompli d'un cœur résolu, que la Belgique doit d'avoir conservé son armée de campagne et un lambeau inviolé de son territoire. Des dispositions furent prises immédiatement en vue de placer l'armée en situation de se porter sur la Dendre par la rive gauche de l'Escaut, de manière à contrarier l'avance des Allemands vers Anvers et à gagner le temps nécessaire pour établir la liaison avec les armées alliées qui montaient d'Arras vers le Nord. D'autre part, les mesures d'exécution furent prises pour installer dans la région d'Ostende les services d'une nouvelle base. Les mesures décidées étaient en voie d'exécution lorsqu'un ordre vint le 2 octobre en arrêter la continuation. Des officiers arrivés à Ostende reçurent, par téléphone, l'ordre de rentrer à Anvers.

Que s'était-il passé?

Prévenu par le gouvernement belge du plan arrêté, le gouvernement anglais avait envoyé à Anvers le ministre de la marine, M. Winston Churchill, qui insistait vivement pour que toute l'armée demeurât dans la forteresse et pour qu'un nouvel effort fût tenté, avec l'aide de troupes anglaises dont il promettait le secours, afin que la Place ne tombât pas aux mains de l'ennemi et avec elle toute la côte belge.

On s'exagérait en Angleterre comme chez nous la force de résistance du camp retranché d'Anvers. Les supplications de M. Winston Churchill firent suspendre les mouvements projetés. Une brigade de fusiliers marins anglais vint renforcer, dans les intervalles des forts, les troupes belges fatiguées par une campagne de deux mois qui ne leur avait laissé ni trêve ni repos. Les soldats du général Paris se

battirent vaillamment, mais il était impossible de tenir sous l'ouragan de mitraille déchaîné par les Allemands; aussi fallut-il se décider, le 6 octobre dans la nuit, à quitter Anvers, sous peine de voir le roi et l'armée pris par l'ennemi.

Organisée de main de maître, la retraite de l'armée belge, plusieurs fois menacée d'être coupée, finit par s'effectuer heureusement. Il ne resta en arrière ni un homme, ni un canon. Seules quelques troupes de forteresse, quand toute résistance fut devenue impossible, durent choisir entre la captivité en Allemagne ou l'internement en Hollande. C'est à ce second parti qu'elles s'arrêtèrent. Elles passèrent la frontière, où elles furent désarmées et emmenées dans des camps, bien qu'elles n'eussent pris les armes que pour défendre la neutralité et l'indépendance de leur pays.

Quand les Allemands entrèrent dans Anvers, la ville était vide de combattants. Leur désillusion se traduisit dans leurs communiqués que les Bruxellois lurent sur leurs murailles avec une joie ironique.

Berlin, 10 octobre 1914.

« Le quartier général de l'armée annonce officiellement le 9 octobre, au soir : aujourd'hui, avant midi, plusieurs forts de la ligne intérieure de fortifications d'Anvers sont tombés entre nos mains. La ville même est en possession allemande depuis l'après-midi. Le commandement belge et la garnison belge ont quitté Anvers et la région fortifiée ; quelques forts seulement sont encore occupés par l'ennemi, ce qui n'influence en rien sur le fait que nous possédons Anvers. »

Berlin, 12 octobre 1914.

« Au sujet de notre butin de victoire à Anvers, aucune communication ne peut encore être faite, les matériaux documentaires faisant naturellement encore défaut. De même, on ne peut encore apprécier définitivement le nombre de prisonniers, ni des Belges ni des Anglais, qui ont passé la frontière hollandaise. »

Le 11 octobre, l'armée belge avait effectué son mouvement, la retraite des troupes de couverture fut ordonnée sur Bruges.

Le 12 octobre au matin, les troupes alliées avaient passé à l'ouest du canal de Schipdonck. L'habileté des mesures prises, le dévouement du personnel des chemins de fer et l'à-propos de certaines décisions avaient assuré le succès complet de l'opération.

La jonction avec les armées alliées était faite.

Aussi, le lendemain, le roi Albert pouvait-il adresser à ses troupes la proclamation suivante :

SOLDATS :

Voilà deux mois et davantage que vous combattez pour la plus juste des causes, pour vos foyers, pour l'indépendance nationale. Vous avez contenu les armées ennemies, subi trois sièges, effectué plusieurs sorties, opéré sans perte une longue retraite par un couloir étroit.

Jusqu'ici, vous étiez isolés dans cette lutte immense.

Vous vous trouvez maintenant aux côtés des vaillantes armées françaises et anglaises. Il vous appartient, par la ténacité et la bravoure dont vous avez donné tant de preuves, de soutenir la réputation de nos armes. Notre honneur national y est engagé.

SOLDATS.

Envisagez l'avenir avec confiance, lutez avec courage.

Que, dans les positions où je vous placerai, vos regards se portent uniquement en avant et considérez comme traître à la Patrie celui qui prononcera le mot de retraite sans que l'ordre formel en soit donné.

Le moment est venu, avec l'aide de nos puissants alliés, de chasser du sol de notre chère Patrie l'ennemi qui l'a envahie au mépris de ses engagements et des droits sacrés d'un peuple libre.

ALBERT.

La guerre était entrée dans une nouvelle phase : la trouée de Dunkerque et de Calais bouchée, l'espoir pour les Allemands de faire une paix séparée avec la Belgique évanoui, les rêves d'annexion évaporés dans la fumée des canons de l'Yser.

Le gouvernement belge, dès le premier jour d'octobre, s'était installé à Ostende. Le gouvernement de la République, alors à Bordeaux, lui offrit comme séjour la ville du Havre. Depuis plusieurs jours, des foules venant de tous les coins du pays ne cessaient d'affluer à la côte. A chaque traversée, la malle de Douvres en emportait sa charge pleine. Le beau temps d'Ostende était déjà passé, car les taubes menaçants survolaient fréquemment la ville; les femmes, affolées, cherchaient asile dans les couloirs des maisons, croyant ainsi échapper aux bombes.

On vit passer la reine arrivant d'Anvers; on vit le roi se promener, songeur, les mains derrière le dos, le long de la mer, à la Panne.

Qu'allait-on devenir?

Quand, le 12 au soir, on apprit que le gouvernement allait partir pour le Havre, ce fut une ruée vers la gare maritime. Les malles, les valises, les colis de toutes sortes encombraient les quais. Beaucoup de gens dormirent à la belle étoile, entre leurs bagages, pour ne pas man-

quer le bateau. L'aube du 13 octobre vit un tohu-bohu indescriptible; on jouait des coudes pour se frayer un passage à travers une multitude compacte; chacun avait peur de ne pas trouver place.

Les autos et les voitures pressées arrivèrent, amenant les ministres et leurs familles, puis les fonctionnaires des diverses administrations. Les ministres prirent place sur la malle belge *Pieter de Koninck*; les fonctionnaires suivirent sur le *Stad Antwerpen*. La foule, massée sur les quais, regardait avec désespoir les deux navires qui démarraient.

Quelques heures après, la *Marie-Henriette* accosta au débarcadère, le public s'y précipita en une terrible bousculade.

On se battait pour trouver place. Tout à coup, on entendit un bruit de moteur: c'était un taube qui arrivait, pareil à un oiseau de proie. La terreur fut indescriptible; l'avion évoluait au-dessus du paquebot; il laissa tomber une bombe. Heureusement, elle n'atteignit pas son but et se noya dans l'eau saumâtre du canal.

Bondée, la *Marie-Henriette* leva l'ancre à son tour. D'autres paquebots, des bateaux de pêche, des canots à voile partirent encore, insuffisants pourtant à évacuer tout ce peuple qui se lamentait comme si c'était la fin du monde.

On voyait partir des tramways, des chars, des charrettes, des carrioles, auxquels étaient accrochées des grappes humaines. Les moins affolés et les plus malchanceux partaient à pied, au petit bonheur, dans la direction de Furnes pour gagner la France, ou dans la direction de Knocke pour se réfugier en Zélande. L'après-midi, Ostende, qui, deux jours auparavant, ne parvenait plus à loger et à nourrir la foule des réfugiés, se trouva presque entièrement vidée. L'exode était accompli.

Le *Pieter de Koninck* et le *Stad Antwerpen*, qui portaient ce qui restait de l'Etat belge à l'exception du roi et de la reine, du baron de Broqueville, ministre de la guerre, et de l'armée, étaient partis du quai d'Ostende à sept heures du matin. Ils arrivèrent en rade du Havre vers six heures du soir.

Le *Stad Antwerpen* débarqua ses passagers vers dix heures, par une pluie battante. La mer avait été mauvaise; beaucoup de gens, fatigués et malades, ne souhaitaient plus que de trouver un abri au plus tôt sur la terre ferme. Aussi, en voyant ces hôtes si lamentables, la municipalité du Havre, qui leur avait préparé une réception solennelle, n'eut-elle plus d'autre préoccupation que de leur chercher des gîtes pour cette première nuit d'exil.

Le lendemain, le gouvernement belge s'installait à Sainte-Adresse. Les bureaux du ministère de la guerre trouvaient asile dans la villa

Louis-XVI et se mettaient aussitôt au travail. Les ministères de la justice, des colonies, des finances, de l'intérieur, des chemins de fer, postes et télégraphes, de l'agriculture et des travaux publics, des affaires étrangères, des sciences et arts, du travail prenaient place au palais Dufayel.

A ce moment, six corps d'armée allemands se jetaient sur la petite armée belge, qui n'était soutenue que par la brigade des fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h.

Le ministre de la guerre, M. de Broqueville, qui n'avait pas quitté l'armée, s'était installé à la mairie de Dunkerque, avec le secrétaire de son cabinet militaire, son secrétaire particulier, un attaché civil et le chef des approvisionnements. Il fallait reconstituer l'administration et pourvoir à l'approvisionnement d'une armée qui, quoique fatiguée par trois mois de campagne et une retraite difficile, devait tenir tête à des forces fraîches, de beaucoup supérieures en nombre, et, par surcroît, mettre de l'ordre dans l'exode d'une population affolée, qui avait fui devant l'ennemi.

Du 13 octobre jusqu'à la fin du mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la bataille, il n'est pas de drame plus poignant que celui que révèlent les quelques centaines de télégrammes reçus ou envoyés jour et nuit par le ministre et ses quelques aides, se relayant tour à tour pour prendre un peu de repos sur un lit de camp. Il fallait parer à tout, aux nécessités les plus urgentes de la bataille comme aux choses en apparence les plus futiles, s'occuper de tout : des munitions, du ravitaillement, des transports, comme de l'évacuation des fugitifs, comme des questions d'ordre politique.

Il fallait en ces moments critiques des hommes d'action. Le ministre prouva une fois de plus qu'il en était un et qu'il avait su en grouper autour de lui. Par le fait des circonstances, sous la pression des événements, les méthodes du temps de paix durent céder le pas au régime militaire, qui seul s'adapte à la rapidité de l'action. Aussitôt formulé, un ordre était réalisé. Dans la réorganisation de l'armée, avant la guerre, M. de Broqueville avait montré qu'il ne se laisserait pas énerver par la routine administrative. C'est grâce à cette désinvolture et à cette intrépidité qu'en fort peu de temps l'ordre fut rétabli en des conjonctures difficiles, aussi bien dans l'administration de l'armée que dans la Belgique chassée de ses foyers.

Depuis, le ministre de la guerre et ses aides immédiats ont quitté Dunkerque, sans toutefois s'éloigner beaucoup de l'armée ; ils se sont installés dans un coquet village, aux maisons basses, capuchonnées de tuiles rouges, ornées de volets verts : l'église, vénérable et maternelle, veille au milieu des tombes fleuries. Tout de suite, on est séduit par

le charme de cette sorte de béguinage militaire, où le travail, pourtant opiniâtre, est cordial et joyeux.

Depuis le matin jusque fort avant dans la nuit, à six ou sept, ils sont à l'ouvrage. Les repas se font en commun ; la bonne humeur y préside, cette franche bonne humeur qui est pour le travailleur de l'esprit ce qu'est la sieste pour l'ouvrier ; chacun se donne à cœur ouvert : c'est la bonne fraternité militaire que les civils ont adoptée avec empressement comme une règle de vie salubre.

Une question difficile se pose-t-elle, on en parle, on discute, chacun donne son avis. Si elle n'est pas résolue tout de suite, on en reparlera un peu plus tard et la solution surgira de l'accord unanime.

Il y a donc là-bas des bureaux, mais la paperasserie y est inconnue. C'est ce qui a permis au ministère de la guerre de réaliser de grandes choses. Nous venons de dire que le travail accompli à Dunkerque à la fin d'octobre par le ministre et ses collaborateurs dévoués est prodigieux et dépasse tout éloge. Il fallait ressaisir, répétons-le, les fils épars ou embrouillés d'une armée en retraite, de tout un peuple en déroute, pourvoir à tout, répondre à des milliers de demandes, rétablir un peu d'ordre, tout improviser dans le ravitaillement de l'armée comme dans le soulagement d'innombrables misères. Pendant deux ou trois semaines, quelques hommes, travaillant nuit et jour, parvinrent à débrouiller une situation sans exemple depuis les époques bibliques. La routine était restée dans les bagages à petite vitesse ; on n'y pensa plus et le régime industriel se trouva tout naturellement substitué au régime administratif. C'est grâce à cela que la réorganisation de l'armée belge put s'accomplir si rapidement.

Chacun se vit assigner le travail pour lequel il montrait le plus d'aptitude, avec une juste part d'autonomie ; chacun tint à justifier la confiance que le chef lui témoignait. Et en peu de temps nous avions des obusiers, des mitrailleuses, des munitions ; nous installions des usines, des dépôts, des écoles d'officiers ; nous arrivions à fabriquer nous-mêmes nos obus et de nouveaux engins de guerre ; l'armée était rhabillée, équipée mieux qu'elle ne l'avait jamais été ; ses magasins remplis de l'indispensable, du nécessaire, de l'utile et même du superflu.

Ceux qui, toujours infectés du microbe boche, se pâment d'admiration devant l'organisation allemande n'ont qu'à venir voir ce qui a été réalisé par la Belgique traîtreusement surprise et chassée de ses foyers, la Belgique en déroute, et s'ils ne reviennent pas guéris de l'envoûtement teuton, c'est qu'ils sont incurables. Ce que la Belgique a réalisé, il faut le dire bien haut, il n'est personne au monde, pas plus en Bochie qu'ailleurs, qui eût pu le faire mieux.



L'armée belge ayant quitté Anvers la nuit du 6 Octobre marche vers la mer.



Plusieurs fois menacée d'être coupée, la retraite de l'armée belge achève de s'effectuer heureusement.



L'eau monte, et, sous la protection de la nappe presque infranchissable, les Belges sont enfin chez eux.



L'armée belge ayant enduré mille fatigues...



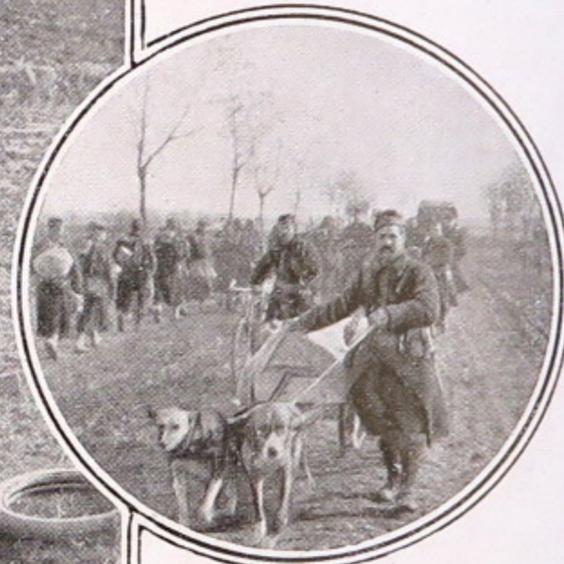
...arrive sur l'Yser sans avoir perdu un homme ni un canon.



L'Yser, gonflé par le flux de la mer, se répand dans la plaine.



La bataille de l'Yser est commencée; le Roi a dit qu'il fallait tenir jusqu'au bout.



Automobile allemande culbutée dans un fossé et fouillée avec soin par les sentinelles belges.



On s'installe comme on peut dans les fossés, sur les routes, dans la plaine.



La population belge fuyant devant l'envahisseur.



Une auto blindée sur la Grande-Place de Furnes.



Lamentable exode de civils mêlés aux soldats. Ils s'en vont vers la France hospitalière.



Furnes, capitale de la Belgique inviolée, pendant la bataille de l'Yser.



Furnes : Les troupes de toutes armes, les véhicules de toutes sortes encombrant les rues...



... donnent une idée de l'extraordinaire confusion à laquelle il a fallu mettre ordre.



Le baron de Broqueville, ministre de la guerre, installé à la mairie de Dunkerque, pendant la bataille de l'Yser.



Sur la Grande-Place de Furnes, aspect d'une petite troupe belge, harassée de fatigue, après le combat.



Au Ministère de la guerre, près du front, officiers et fonctionnaires du Cabinet du ministre.

A SAINTE-ADRESSE



LE « Roi sans Terre », disaient les *Gazettes de Cologne, de Düsseldorf, de Francfort* et d'ailleurs pour désigner, avec le tact qui les caractérise, notre souverain le roi Albert I^{er}. Ce n'était pas tout à fait exact. Sans parler de l'enclave de Baerle-duc, il restait une partie inviolée de la Belgique, les hordes allemandes n'étant pas parvenues à dépasser l'Yser, petit fleuve qui se jette dans la mer à Nieuport.

Le front des Boches s'appuie à la mer à Lombaertsyde, suit à peu près une ligne qui passe par Mannekensvere, Schoore, Dixmude, contourne Ypres et entre en France vers Warneton ; il laisse libres une partie des cantons de *Nieuport, Dixmude et Ypres*, ainsi que la totalité des cantons de *Furnes, de Poperinghe et de Rousbrugge-Haringhe*. Si certaines localités, désormais célèbres, comme les villages de *Rams-capelle, Pervyse, Oestkerke, Caeskerke, Lampernisse, Saint-Jacques-Capelle, Oude-Capelle, Boesinghe* et la ville de *Loo*, sont presque entièrement abandonnées, il est d'autres bourgades où la Belgique est chez elle, dans ses terres, et où la vie continue. Sans doute, l'administration de ce coin de terre, soumis, du reste, à l'autorité militaire, ne suffit-elle pas à absorber l'activité de tout le gouvernement d'un pays, mais elle a néanmoins donné un fond, une base d'occupations aux divers départements ministériels.

Le ministère de la guerre a plus de besogne qu'il n'en faut. Le ministère des colonies est plus occupé qu'en temps de paix puisque la colonie est intacte et que nous soutenons en Afrique une guerre victorieuse avec les Anglais et les Français contre les Allemands.

Les autres départements ne chôment pas.

Quant au ministère des affaires étrangères, il n'est pas inactif non plus, les problèmes de la politique extérieure étant infiniment plus nombreux et plus compliqués en ce moment qu'au temps où la neutralité le contraignait à une routine débilitante, à des fonctions purement mécaniques.

Le « Roi sans Terre » n'est donc pas seulement le roi d'un royaume qui s'est couvert de gloire, d'un royaume dont les louanges retentissent dans l'univers entier, mais d'un royaume qui, pour n'être pour ainsi dire plus chez lui, n'en est pas moins d'une singulière activité. La Belgique écartelée, dont les membres ont été semés aux quatre vents de l'espace, a gardé une unité et même une unité qu'elle n'avait pas avant la guerre. Elle a non seulement montré, comme on l'a dit, son

inaptitude foncière à mourir, mais une extraordinaire volonté de vivre. Ceux qui ont frémi de son martyre n'ont pas été peu étonnés de la voir résurgir de ses cendres, comme le phénix de la fable. La devise d'Axel s'est réalisée pour la Belgique : *Altius resurgere spero gemmatum !* Le sang versé à Liège, à Haelen, sous les forts d'Anvers, sur les bords de l'Yser a trempé les énergies vitales de la race ; il leur a donné l'incroyable volonté de lutter au dedans comme au dehors contre l'envahisseur comme elles luttèrent toujours au cours des temps pour l'indépendance de la Patrie et les libertés publiques. Les tocsins des beffrois qui appelaient les vieux communiers à prendre les armes contre la tyrannie résonnent maintenant dans toutes les têtes et dans tous les cœurs.

Le roi Albert n'a pas voulu quitter le lambeau de territoire que la vaillance de ses troupes a sauvé de la barbarie germanique ; il est toujours dans son royaume, mais eût-il quitté les quelques cantons qui lui restent qu'il n'en régnerait pas moins sur un État organisé qui a sa capitale sur le rocher de Sainte-Adresse, près de ce port dont le nom semble prédestiné aux Belges qui y ont trouvé un asile : le Hâvre-de-Grâce !

C'était d'abord Abbeville que le gouvernement français avait songé à mettre à la disposition du gouvernement belge. Mais Abbeville, outre son voisinage trop rapproché du front, n'offrait pas les mêmes ressources qu'une grande ville et qu'un port. L'île de Jersey, proposée par l'Angleterre, eût trop isolé les ministres belges de leurs administrés ; les sous-marins ennemis et même la tempête les eussent parfois laissés sans communication avec le continent où se battait toujours leur armée, où se créaient leurs œuvres, où s'installaient leurs usines. Le Havre et son prolongement, le promontoire de Sainte-Adresse qui étage ses charmantes villas dominées par la grande falaise, au bord du golfe, convenaient mieux à la Belgique ; le vaste horizon de la mer, le gémissement incessant des flots roulant les galets sur le rivage s'approprièrent à la majesté de son exil.

Les ministres des puissances alliées et des neutres ont suivi le gouvernement belge à Sainte-Adresse, à l'exception de MM. Brandts-Witlock, représentant les États-Unis, et le marquis de Villalobar, représentant le roi d'Espagne, qui sont restés à Bruxelles, où ils se sont dévoués pour apporter à la population du pays envahi quelque adoucissement à l'ignoble occupation allemande. Après le 20 août, durant plusieurs semaines, il semblait vraiment, dans la capitale brabançonne et dans les provinces belges mises à feu et à sang, que l'on assistât à l'anéantissement de la civilisation. Grâce à eux, les malheureux habitants entrevoient la lueur d'une humanité plus charitable, comme, après le déluge, la terre vit resplendir, à travers les nuées qui commen-

çaient à se dissiper, l'arc-en-ciel qui était le signe de la réconciliation avec Dieu.

Le nonce du Pape, Mgr Tacci, est, lui aussi, resté à Bruxelles, mais M. Klobukowski, ministre de France, a installé sa légation dans une des plus belles villas du boulevard maritime.

On voit aussi à l'Hôtel des Régates ou se promenant au boulevard Albert-I^{er}, le long de la mer, sir Francis Hyde Villiers, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne et d'Irlande; M. le prince Koudacheff, envoyé du tsar de Russie; Jamagata, ministre du Japon, et tous les autres membres du corps diplomatique.

Tous les jours, à neuf heures du matin, les fonctionnaires militaires et civils du ministère de la guerre se rangent sur le perron de la villa Louis-XVI; le commandant de la place lance l'ordre: « Au drapeau! » Dans la cour, au bord de la mer, la toile bien roulée glisse le long du mât et, arrivée au sommet, déploie les trois couleurs de la Belgique: rouge, jaune et noir, tandis que les gendarmes présentent les armes et que les clairons sonnent « aux champs ». Puis le colonel s'écrie: « Vive la Belgique! vive le Roi! », que les assistants répètent d'une voix vibrante.

A six heures du soir, on redescend le drapeau avec le même cérémonial.

Par les beaux jours, la cérémonie du drapeau attire beaucoup de monde. On s'y donne rendez-vous, on y échange les nouvelles du jour, puis on va respirer l'air marin jusqu'au bout du promenoir.

On avait cru, à la fin de 1914, que le roi Albert viendrait au Havre, ou que, tout au moins, la reine et les enfants royaux y séjourneraient. Le roi n'a pas voulu quitter l'armée, ni ce qui lui reste de son royaume, et la reine n'a pas voulu quitter le roi.

Mais la maison du roi est représentée au Havre par son chef, le vénérable lieutenant-général Jungbluth, qui porte allégrement ses soixante-dix ans passés et dont les conseils ont été fort appréciés au cours de la guerre. Il est installé dans la villa Maritime. On sait que c'est le général Jungbluth qui a dirigé l'éducation du roi Albert, à qui il a consacré toute sa vie. C'est un vivant exemple de la fidélité au devoir; aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il l'ait si bien inculquée à son royal élève. Les souverains lui en gardent une grande reconnaissance et lui témoignent une affection quasi filiale. On dit que dans l'intimité c'est « papa Jungbluth » que l'appelle la famille royale.

Le général se lève tôt. Les plus matinaux des Belges du Havre

le rencontrent se promenant sanglé dans son uniforme, l'ancien ou le nouveau, parcourant d'un pas rapide les avenues de Sainte-Adresse, accompagné d'un magnifique chien-loup qui fait l'admiration des passants. A le voir alerte et fringant, on croirait que c'est un jeune capitaine qui se rend à son service. Son allure peut paraître impérieuse et hautaine, mais ceux qui ont approché le général savent que c'est le plus aimable et le plus serviable des hommes; dans la conversation, il apporte une simplicité de grand style; son regard d'un bleu vif et perçant se nimbe soudain d'une douceur paternelle et, comme c'est un causeur charmant et qu'il possède un trésor inépuisable de souvenirs, il ne tarde pas à captiver ses interlocuteurs. Il est entouré d'une véritable vénération, non seulement à cause du roi glorieux qu'il représente, mais aussi pour lui-même. On n'ignore pas que, dans les conjonctures difficiles où s'est trouvée la Belgique, on a toujours rencontré en lui un conseiller plein de fermeté et de clairvoyance.

Le gouvernement français a réservé aux ministres et à leurs familles « l'hostellerie » de Sainte-Adresse. C'est un grand bâtiment moderne, d'architecture normande, fort agréable d'aspect, blotti au pied de la grande falaise et dominant la mer.

Chaque jour on en voit sortir le premier M. Renkin, ministre des colonies, qui sait combiner ses fonctions absorbantes avec la vie au grand air qu'il continue à pratiquer comme à Bruxelles et comme à Hastière, le coquet village de Meuse où il passait ses vacances et que les Allemands ont brûlé après Dinant. Il hume l'air du large tout en savourant sa courte pipe. Le feutre mou penché sur les yeux, les ailes de son manteau flottant au vent, il marche d'un pas alerte, discutant vivement avec un compagnon; toute sa personne révèle une nature robuste et cordiale. Sa popularité s'est encore accrue depuis la guerre. On sait qu'il a donné ses deux fils à la Patrie: l'un d'eux, l'aîné, Paul Renkin, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, engagé le 4 août 1914 et rapidement parvenu au grade de sous-lieutenant, est tombé à l'Yser, frappé à mort par un obus, au printemps de 1915.

Disons en passant que les cinq fils de M. de Broqueville se trouvent à l'armée, ainsi que le fils aîné de M. Pouillet, ministre des sciences et arts, et le fils aîné de M. Berryer, ministre de l'intérieur.

On aperçoit aussi, précieux et pressé, M. Carton de Wiart, ministre de la justice, se rendant à ses bureaux, la silhouette courbée du comte Goblet d'Alviella, M. Vandervelde dont le visage tendu et préoccupé s'éclaire d'un sourire pour répondre à un salut.

Ainsi l'on retrouve dans les avenues de Sainte-Adresse des figures bruxelloises bien connues.



PERVYSE



RAMSCAPELLE

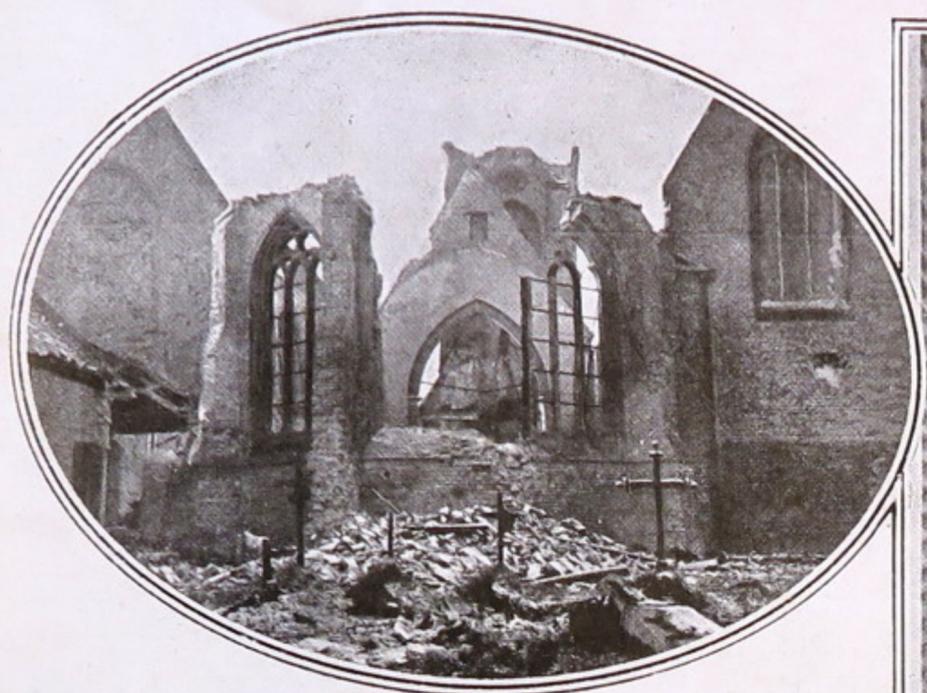


L'ennemi s'acharne à bombarder les villes et les villages que ses troupes ne peuvent atteindre.



PERVYSE

*Au-dessus: PERVYSE. — En dessous: RAMSCAPPELLE**Voici Pervyse et Ramscapele pendant les combats de 1914.*



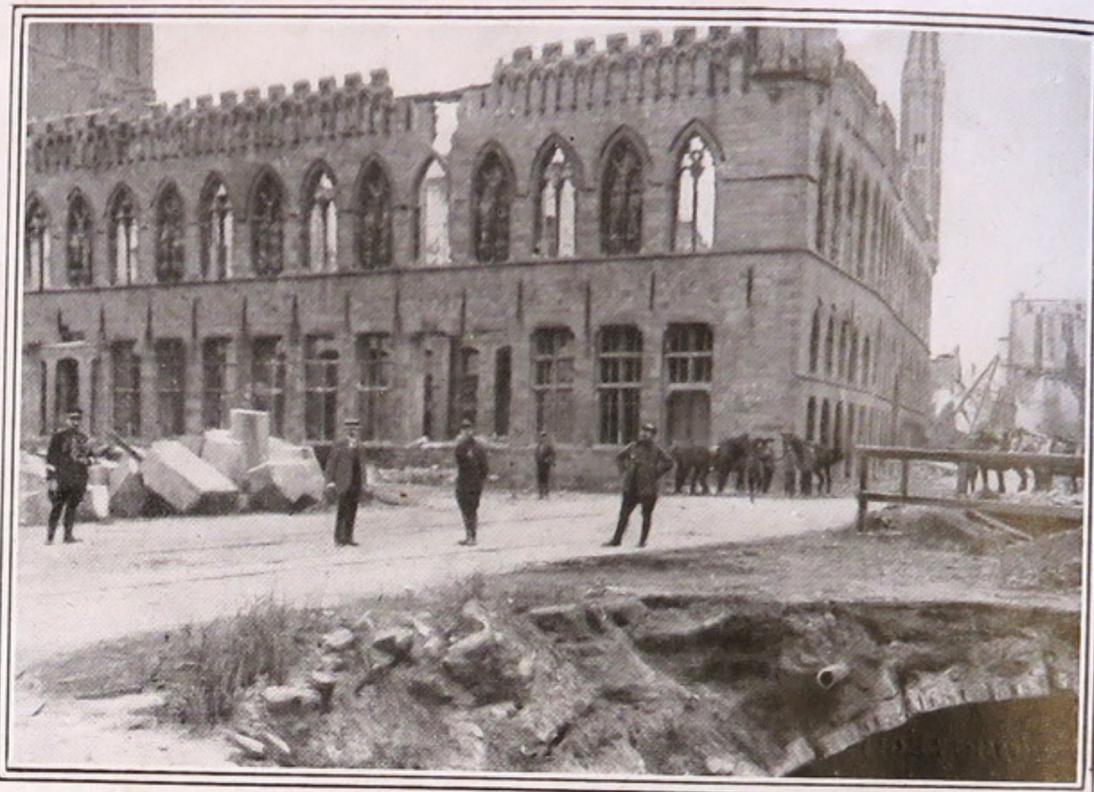
Au-dessus : ÉGLISE DE RAMSCAPELLE. — En dessous : PERVYSF



NIEUPOORT



Nieuport, qui bientôt ne sera plus qu'une ruine.

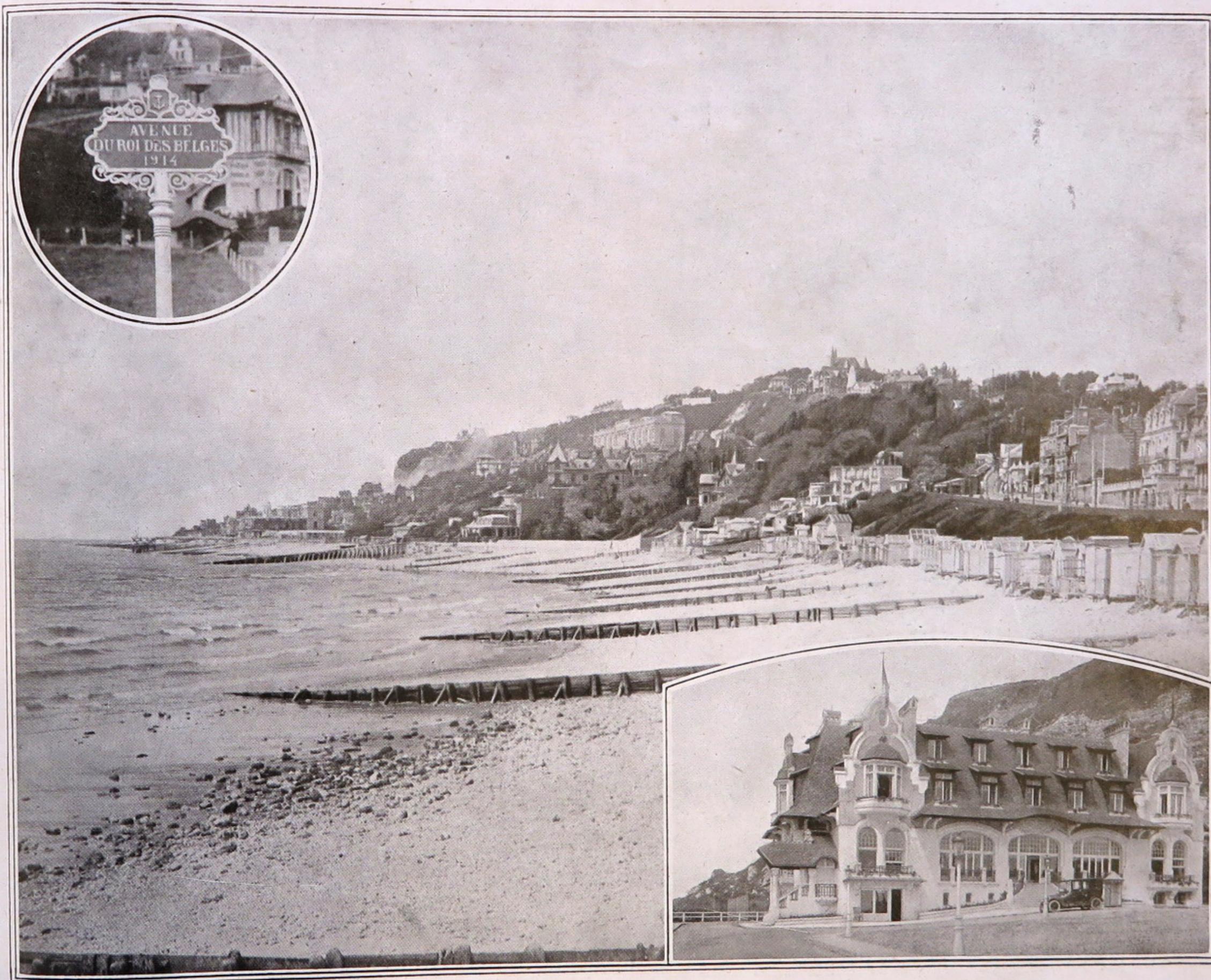


Au-dessus: LA RUE PRINCIPALE. — En dessous: L'ÉGLISE SAINT-MARTIN

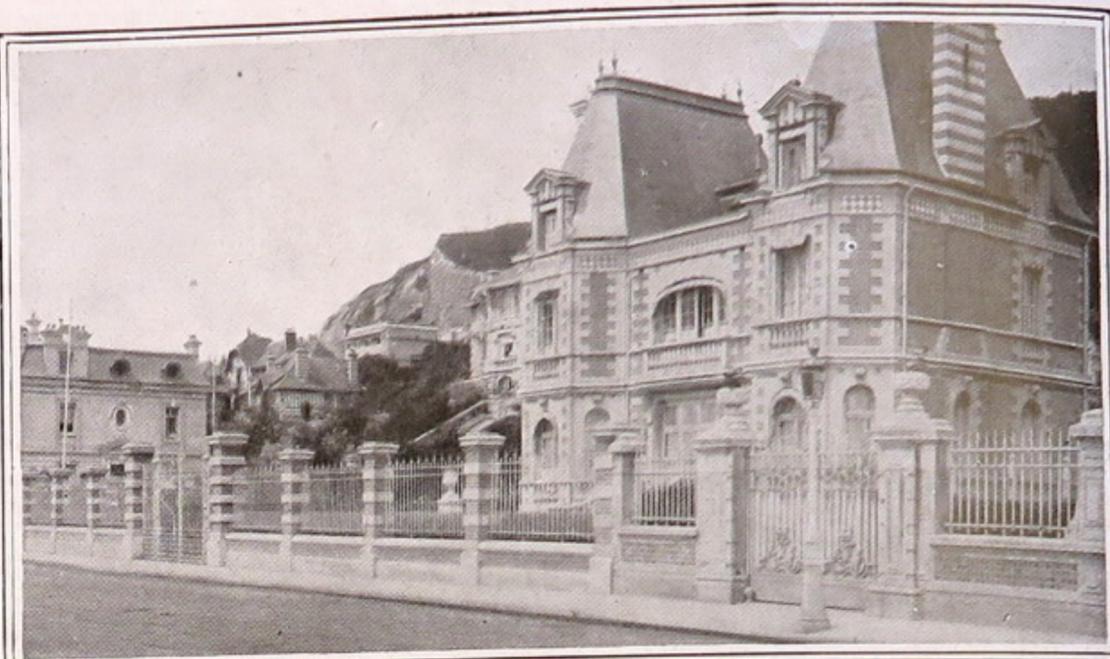
Au-dessus: LES HALLES. — En dessous: LA PLACE VANDENPEEREBOOM



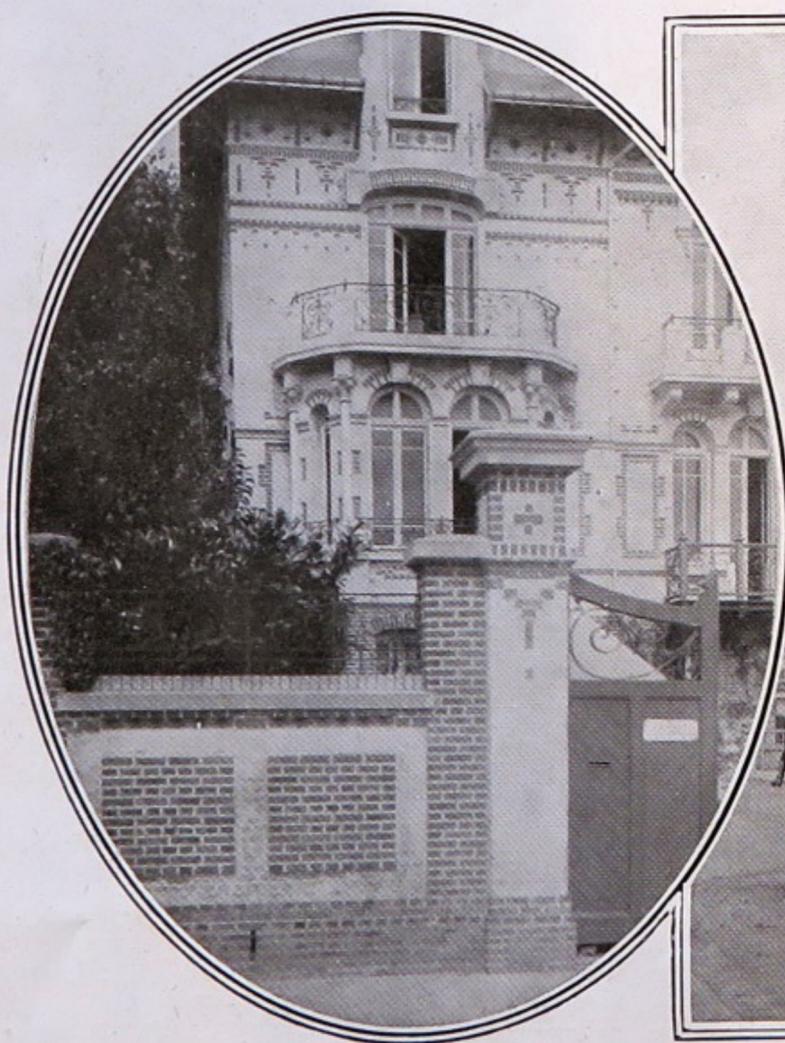
Et Ypres-la-Martyre, où la barbarie teutonnes se complaira à détruire les merveilles architecturales des siècles passés.



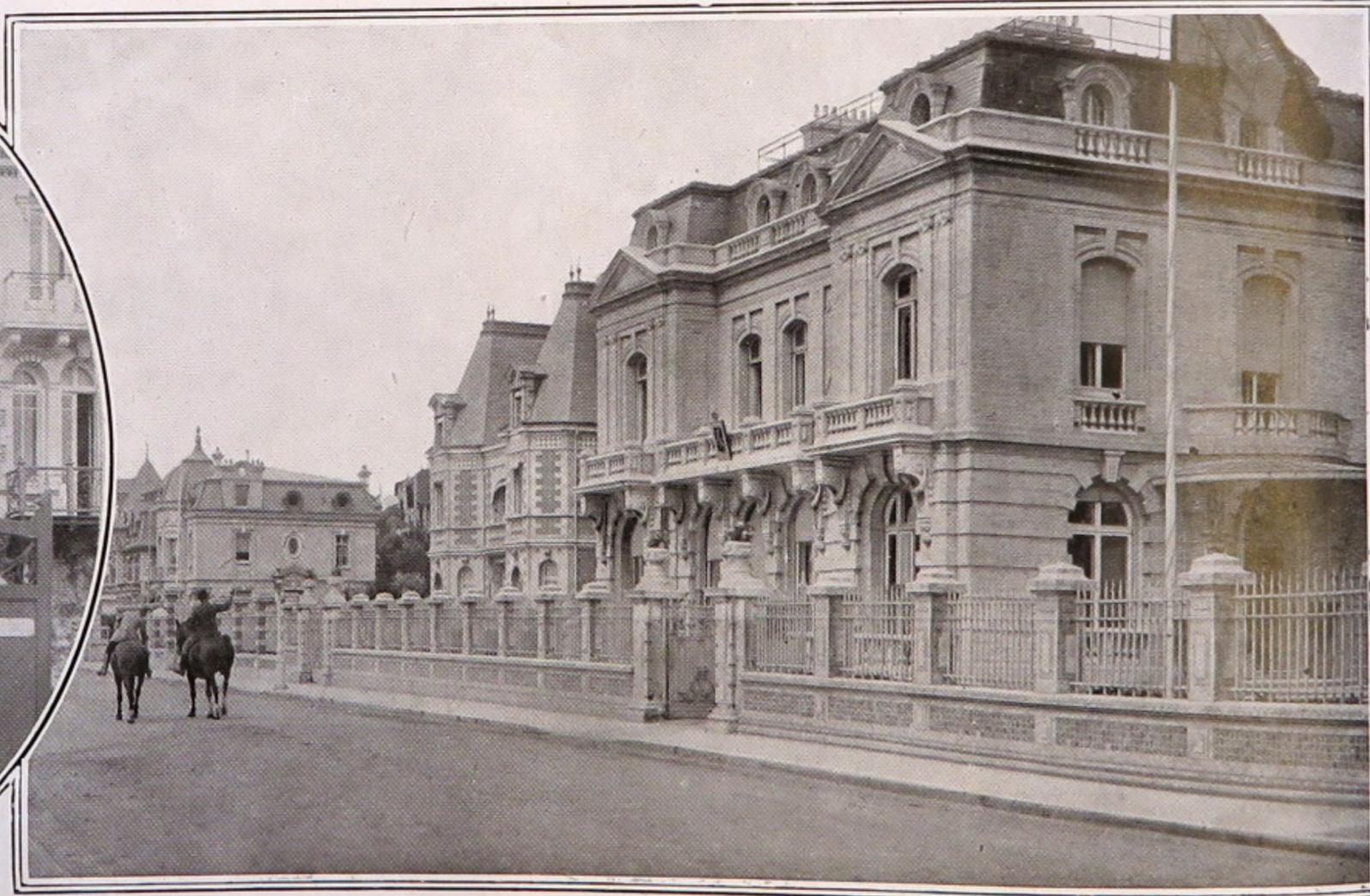
Promontoir de Sainte-Adresse près du Havre, où est installé le Gouvernement belge. (A droite : l'Hostellerie.)



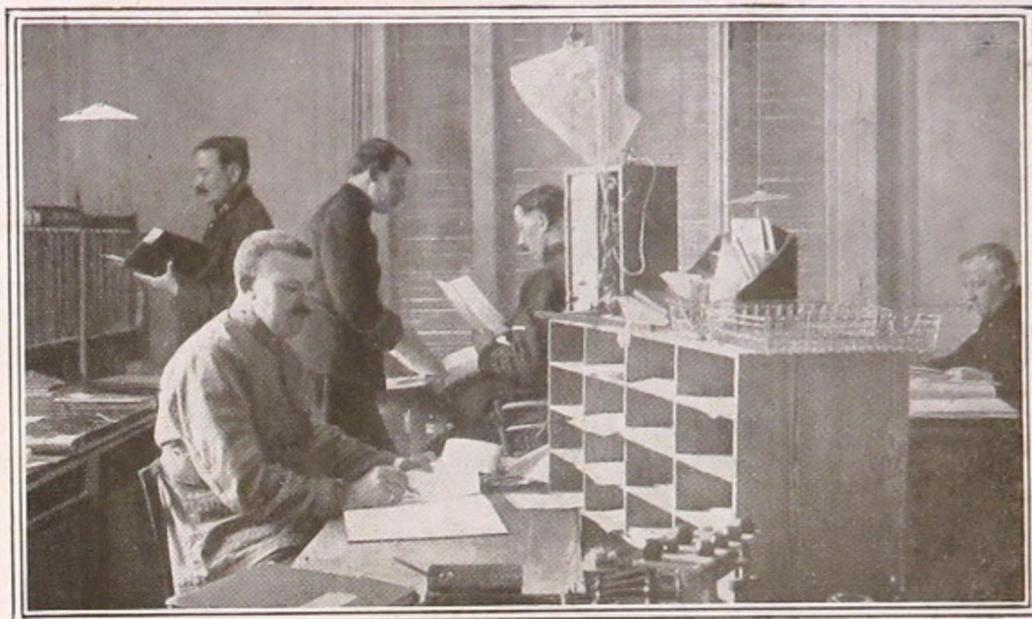
A SAINTE-ADRESSE : LA VILLA DE M. DE BROQUEVILLE.



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.



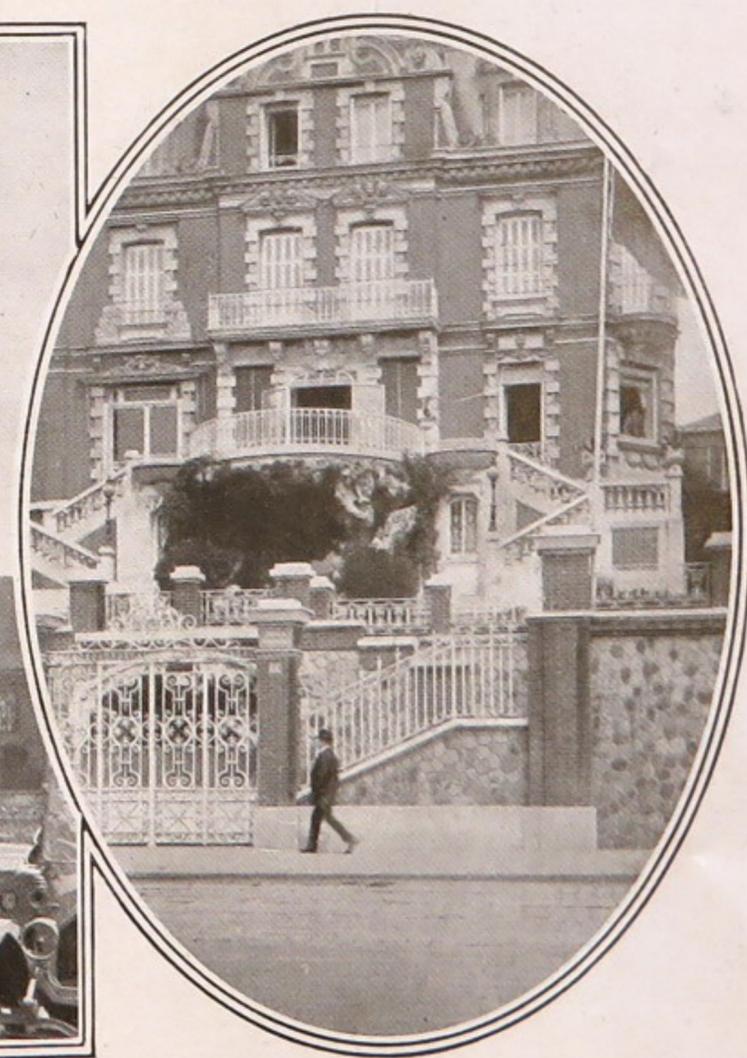
LA VILLA LOUIS XVI. CABINET DU MINISTRE DE LA GUERRE.



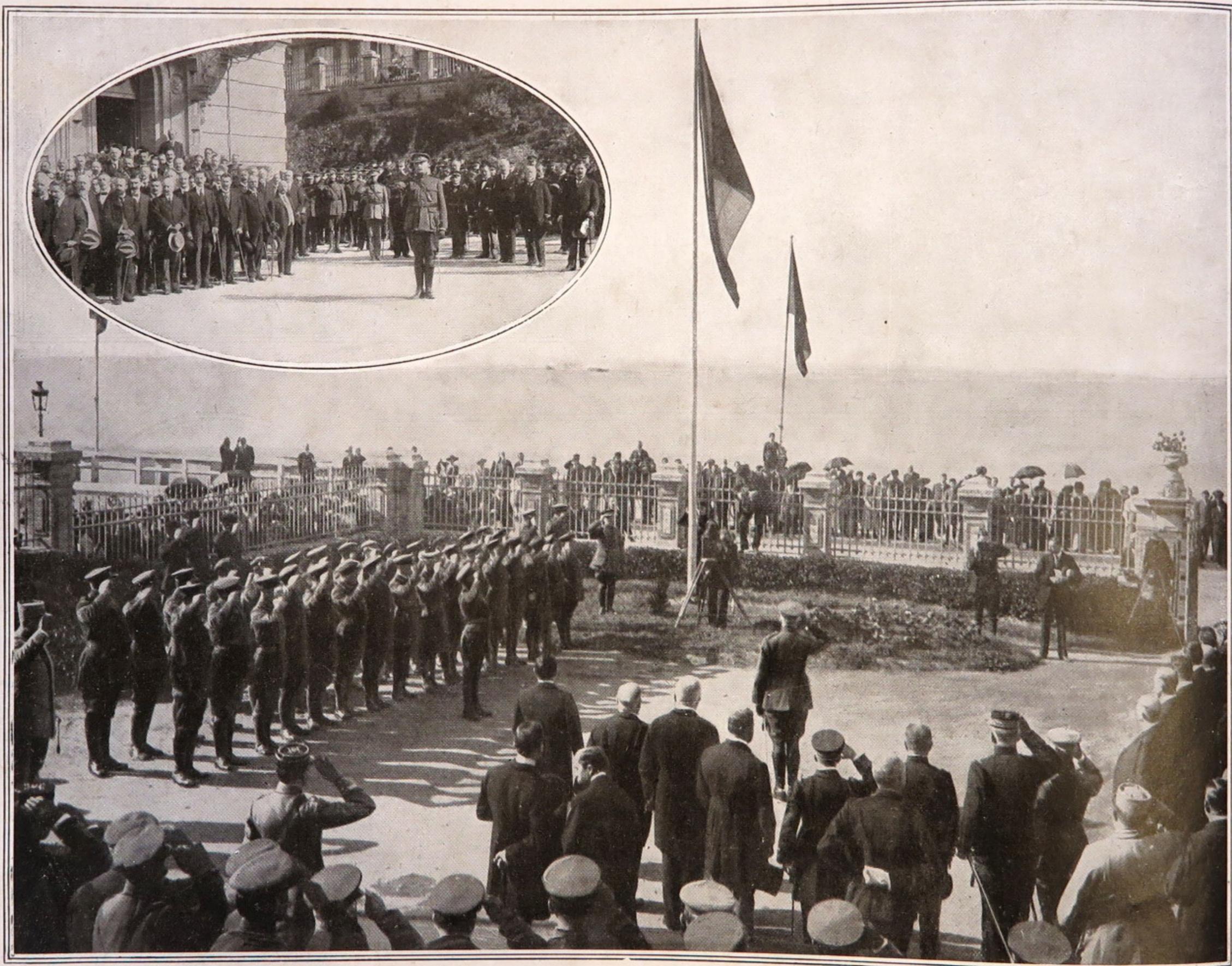
LA LÉGATION DE FRANCE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT BELGE, A SAINTE-ADRESSE.



PALAIS DES MINISTÈRES BELGES.



LA VILLA MARITIME.



Salut au Drapeau! 21 juillet 1916.



LE PAYS DE FRANCE

6, Boulevard Poissonnière

PARIS (IX^e)

MAISON
FONDÉE EN
1827
PAR
M. L. ROUILLON
GRAVEURS
&
LITHOGRAPHEURS